

Syndicat canadien de la fonction publique

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Les mesures d'austérité budgétaires actuelles freinent la croissance économique et risquent de replonger notre économie en récession, comme ça a été le cas en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens. Le Canada est dans une situation de plus en plus délicate étant donné que nous n'avons pas encore procédé à une correction des prix de l'immobilier. La dette a plutôt continué à grimper pour atteindre des niveaux de revenu du ménage records. Si on n'obtient pas l'appui d'autres secteurs de l'économie, la correction des prix de l'immobilier et le désendettement douloureux qui l'accompagne pourraient facilement replonger notre économie en récession. En comptant presque exclusivement sur des mesures de stimulation monétaire par le biais de faibles taux d'intérêt pour relancer l'économie, on ne fait que retarder et amplifier l'inévitable. Alors que le secteur des entreprises regorge de liquidités, il n'investira pas si la demande n'est pas au rendez-vous. Des politiques de relance économique par l'offre et par effet de retombées telles que les réductions d'impôts pour les entreprises, de même que sur les gains en capital et les revenus les plus élevés, n'ont pas les effets escomptés sur la stimulation des investissements et sur la croissance économique. Et comme le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Conference Board l'ont reconnu, les inégalités croissantes nuisent à la croissance économique. Non seulement les niveaux d'inégalité élevés constituent-ils une des principales causes de la crise économique et financière, ils font aussi obstacle à une reprise économique durable. Une dépendance excessive sur les exportations de ressources brutes et sur le secteur financier pour assurer la croissance économique place aussi notre économie dans une situation précaire pour l'avenir. Bien que les prix des matières premières et des actifs puissent générer des périodes d'expansion économique, ces dernières sont généralement suivies par des bulles. Nous devons adopter des politiques économiques beaucoup plus équilibrées pour assurer une croissance économique soutenue. Le Canada est un pays dont le territoire, les collectivités et les gens recèlent un énorme potentiel et de grandes richesses. Il n'y a pas de raison pour que nous ne puissions pas nous allier pour contribuer à la prospérité et au bien-être. On peut néanmoins être optimiste. Non seulement une série de mesures économiques progressives renforcerait la reprise à court terme, elle jetterait les bases d'une productivité et d'une croissance économique accrues à long terme dont tout le monde tirerait parti. Toutefois, en dépit des réductions d'impôt et des profits élevés, les entreprises privées n'investissent pas suffisamment dans l'économie canadienne. Le gouvernement fédéral doit accroître l'investissement public direct et mettre en œuvre des mesures destinées à augmenter les investissements des entreprises. Nous recommandons principalement au gouvernement fédéral de maintenir et d'élargir les services publics et de lancer un important programme d'investissement public qui créerait des emplois immédiatement, aborderait des enjeux environnementaux et sociaux, favoriserait la productivité et la croissance économique à long terme, tout en augmentant et en diversifiant les investissements du secteur privé. Ces recommandations comprennent :

- Un programme de financement à long terme des infrastructures publiques de plusieurs milliards de dollars, en collaboration avec les provinces et les territoires. En plus des investissements accrus dans les services municipaux, ce programme devrait inclure des engagements concernant des

investissements fédéraux accrus dans le logement abordable, le transport en commun, l'énergie renouvelable et le programme national d'amélioration du rendement énergétique pour les édifices publics. Les infrastructures publiques doivent demeurer publiques, et non privatisées par le biais de partenariat publics-privés (PPP) coûteux. Le Fonds PPP Canada d'un milliard de dollars et les exigences relatives à l'écran PPP doivent être éliminés. Le financement fédéral doit être lié aux politiques nationales d'acquisition qui permettent aux collectivités de mettre l'accent sur le développement économique local.

- Une augmentation du financement fédéral accordé aux provinces pour les dépenses liées à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. Alors que le soutien fédéral aux services de santé provinciaux a diminué pour atteindre une contribution de 20 %, les transferts canadiens en matière de santé devraient augmenter de 6 % par année bien au-delà de 2017. On doit éliminer le plafond du PIB sur les paiements de péréquation fiscale et accroître plus rapidement le financement des services sociaux et de l'éducation postsecondaire.
- Annuler les réductions de dépense au détriment des services publics qui ont été annoncées dans les récents budgets fédéraux et privent inutilement d'un emploi des dizaines de milliers de travailleurs, tout en éliminant d'importants programmes publics. Le financement requis pour ces programmes et d'autres encore peut en fin de compte être généré par le rétablissement des taux d'imposition des sociétés et des revenus élevés, en éliminant les échappatoires fiscales et les dépenses inefficaces et régressives (y compris pour les options d'achat d'actions et les gains en capital), en réduisant les subventions relatives aux combustibles fossiles, et en introduisant des taxes écologiques et des taxes plus équitables sur les opérations financières. La reprise économique est compromise par les récentes mesures du gouvernement fédéral qui entraînent l'érosion des salaires des travailleurs. Ces mesures comprennent l'approbation accélérée des actions des sociétés qui désirent employer des travailleurs à des salaires inférieurs à ceux du marché, la réduction des dépenses relatives à l'assurance-emploi et l'obligation imposée aux travailleurs d'occuper des postes à des taux de rémunération de plus en plus bas, l'interférence constante des employeurs dans le processus de négociation collective, de même que les attaques sur les syndicats et le droit dans le domaine du travail. On doit abroger ces mesures et les remplacer par des politiques qui favorisent et non visent à amoindrir une véritable augmentation de la rémunération des travailleurs.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La croissance de l'emploi au sortir de cette récession a été beaucoup plus lente que celles qui ont suivi les récessions précédentes. On s'attend à ce qu'elle soit encore plus lente, sans grande amélioration du taux de chômage. La situation de l'emploi est particulièrement précaire pour les jeunes : leur taux de chômage demeure presque aussi élevé qu'en plein milieu de la récession. Le prochain budget fédéral doit se concentrer sur les emplois, y compris ceux pour les jeunes, et sur le développement d'emplois durables et de qualité offrant des avantages sociaux et des salaires décents. L'annulation des programmes de modernisation Katimavik et écoÉnergie était exactement la chose à ne pas faire. La dépendance aux exportations de ressources et l'inlassable poursuite d'accords de libre-échange visant à favoriser la croissance économique n'entraînent pas seulement le déclin de notre souveraineté économique, elle cause aussi la perte de nombreux emplois et l'érosion des salaires. Nous devons adopter une approche plus stratégique au commerce, en mettant un terme aux accords de libre-échange qui mettent en danger nos services publics et offrent aux sociétés nos droits démocratiques et notre souveraineté. Les prises de contrôle de sociétés étrangères établies au Canada comme Caterpillar,

U.S. Steel, Rio Tinto Alcan, Vale et d'autres encore ont récemment eu pour résultat des milliers de pertes d'emploi (dans certains cas parce que les travailleurs n'acceptaient pas des réductions de salaire de 50 %), de même que des réductions de salaire et d'avantages sociaux, sans aucune pénalité imposée aux sociétés qui ne respectent pas leurs ententes d'investissement. Le gouvernement fédéral n'a jamais rempli sa promesse de faire réviser la *Loi sur Investissement Canada* dans le but de la clarifier à la suite de la décision concernant Potash. On a plutôt affaibli cette loi. Pour préserver et promouvoir l'emploi, le gouvernement fédéral devrait entreprendre ce qui suit : • Renforcer la *Loi sur Investissement Canada* et définir de manière claire et explicite les critères « avantages nets », réduire le seuil d'examen à 100 millions de dollars, tenir des audiences communautaires et des audiences publiques sur les importantes prises de contrôle, et imposer l'obligation d'informer le public et le respect des engagements pris par les sociétés lors de prises de contrôle. • Lancer un important programme de création d'emploi qui se concentre sur l'emploi pour les jeunes, le rétablissement des services publics et communautaires, et les occasions en matière d'environnement, d'emplois environnementaux et d'efficacité énergétique. • On doit réformer en profondeur le Programme des travailleurs étrangers temporaires du Canada qui relève de l'exploitation. Cette réforme prévoit l'élimination du travail à rabais, le soutien nécessaire pour assurer que les travailleurs bénéficient pleinement de la législation du travail et prennent conscience de leurs droits, une réglementation plus stricte et une capacité d'application accrue de celle-ci en ce qui concerne les courtiers, les recruteurs et les employeurs, l'expédition du statut de résident pour les travailleurs migrants actuels, et la mise sur pied d'une Commission des travailleurs migrants, comme le propose le CTC.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Les changements démographiques et économiques touchent différentes parties de la population de différentes façons. Il est insensé de réduire le montant des pensions publiques, retarder le départ à la retraite et obliger les travailleurs âgés à rester au travail encore plus longtemps alors que des centaines de milliers de jeunes et de Canadiennes et Canadiens en âge de travailler demeurent sans emploi. Il est également insensé de réduire les dépenses relatives aux services d'établissement des immigrants alors que lesdits services fournissent aux nouvelles Canadiennes et aux nouveaux Canadiens l'aide dont ils ont besoin pour s'intégrer à l'économie canadienne. Le seul résultat de ces compressions est l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre et la diminution des salaires, ce qui contribue à la précarité financière grandissante des ménages. Les prestations aux aînés offertes par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont abordables et viables sur le plan fiscal, comme l'a récemment démontré le directeur parlementaire du budget du Canada. Alors qu'un nombre croissant de personnes âgées continuent à travailler après leur 65^e anniversaire, le chômage chez les jeunes demeure à près de 15 %. Très peu d'amélioration émerge des profondeurs de la récession. Des perspectives d'emploi limitées, un accroissement du coût des services d'éducation et peu d'espoir pour l'avenir, le tout jumelé à l'érosion des salaires et des services sociaux, démoralisent et effraient la nouvelle génération. Les jeunes des groupes minoritaires et les jeunes Autochtones font face à des niveaux de chômage particulièrement élevés. Dans ce contexte, la réduction du financement des programmes de développement des compétences des jeunes Autochtones est un exemple de ce qu'il ne faut absolument pas faire. On a beaucoup parlé des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. On a utilisé ce problème pour justifier les approbations accélérées de travailleurs étrangers temporaires embauchés à un taux de rémunération 15 % moins élevé que celui qui prévaut actuellement au Canada. En réalité, pour chaque emploi vacant, il y a six Canadiennes ou Canadiens sans travail. Alors que les sociétés se plaignent d'une pénurie de travailleurs qualifiés, elles réduisent les montants déjà peu élevés consacrés

à la formation. Elles ne sont pas plus enclines à augmenter les salaires pour attirer ces mêmes travailleurs qualifiés. À la formation inadéquate offerte par les employeurs s'ajoutent de sévères réductions dans les programmes fédéraux de formation, le retrait du financement aux conseils sectoriels fédéraux et l'élimination des conseils collaboratifs patronaux-syndicaux. Le transfert des responsabilités des programmes de formation fédéraux aux provinces était une erreur : nous avons à l'heure actuelle un marché du travail national de plus en plus international. Le gouvernement et les sociétés doivent offrir une formation adéquate aux travailleuses et aux travailleurs canadiens et embaucher ces derniers. Nous devons aussi aider davantage les parents à retourner sur le marché du travail. Il faut éliminer les barrières à l'emploi pour les femmes, les Autochtones, les personnes des groupes minoritaires et les personnes handicapées. Il est aussi primordial de faire en sorte que nos enfants puissent prendre le meilleur départ possible dans la vie. Beaucoup plus qu'une simple dépense supplémentaire, ces programmes offrent généralement des avantages de loin supérieurs à leurs coûts. Par exemple, une récente analyse a démontré que le programme public de services de garde universel du Québec (garderie à 7 \$/jour) génère 1,49 \$ en avantages fiscaux au profit du gouvernement fédéral et des provinces pour chaque dollar dépensé. La plupart de ces bénéfices proviennent de l'accroissement de l'emploi chez les jeunes mères, de meilleures rentrées fiscales et d'une diminution des dépenses sociales. Les programmes publics de services de garde se sont avérés totalement rentables, sans même considérer les nombreux bienfaits pour l'enfant. • Pour les plus vieilles générations, nous devons renforcer les pensions publiques de manière à ce que chaque Canadienne ou Canadien puisse prendre sa retraite dans la dignité, avec un revenu de pension adéquat. Le gouvernement fédéral devrait se joindre à la majorité des provinces qui a plaidé pour un doublement des prestations du régime de pension du Canada qui pourrait s'autofinancer par le biais d'augmentations abordables des primes. Une telle mesure atténuerait aussi les pressions sur les régimes de retraite privés. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral devrait tenir un sommet national sur les pensions et la sécurité des retraites avec des représentants de tous les secteurs de la société. Pour les parents et les jeunes enfants, nous devons compter sur le soutien du fédéral pour mettre en œuvre un programme pancanadien et public d'apprentissage et de garde des jeunes enfants abordable et de qualité. Comme le programme du Québec l'a démontré, celui-ci serait rentable à tous points de vue. Pour la population canadienne en âge de travailler, le gouvernement fédéral doit rétablir et accroître les investissements dans les initiatives nationales de formation en milieu de travail, y compris le soutien aux efforts des agences et des conseils syndicaux-patronaux collaboratifs. Le gouvernement fédéral devrait aussi considérer des mécanismes destinés à accroître l'offre de formation en milieu de travail par les employeurs, notamment par le biais de programmes de formation par l'apprentissage, de mesures incitatives et de prélèvements.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La productivité canadienne est stagnante depuis des années et a même diminué au cours de la dernière décennie, et ce, malgré la mise en œuvre de presque toutes les politiques économiques recommandées par les experts pour favoriser la croissance (réductions d'impôts des entreprises et des revenus les plus élevés, privatisation, déréglementation, libre-échange, réductions des dépenses en matière d'assurance-emploi, etc.). Deux des plus grands experts canadiens sur le sujet de la productivité qui ont défendu cette approche reconnaissent maintenant l'échec de ces politiques axées sur le marché quant à leur objectif de stimuler la productivité, ce qui est tout à leur honneur. Ils ont conclu que des réformes supplémentaires axées sur le marché ne produiraient pas grand résultats. Les entreprises doivent investir davantage dans la formation et les technologies. On doit également assurer un partage

équitable des gains en productivité. Les stimulants fiscaux canadiens en matière de R. et D. illustrent bien cet échec. On a offert aux entreprises certains des crédits d'impôt pour la R. et D. les plus généreux au monde pendant des années. Néanmoins, l'investissement en R. et D. des entreprises demeure l'un des plus pauvres au monde. Un récent groupe d'experts dirigé par des entreprises et réuni pour discuter de questions relatives à la R. et D. a entre autres recommandé que le programme de crédits d'impôt en R. et D. soit ramené à une moindre échelle et simplifié, et qu'un montant plus élevé soit accordé sous forme de subventions directes. Il demande aussi une bien meilleure utilisation des acquisitions par tous les paliers de gouvernement au Canada pour encourager l'innovation et renforcer le rôle des pouvoirs publics dans la promotion de l'innovation, y compris l'apport en capital-investissement. Ces recommandations vont directement à l'encontre des politiques axées sur le marché que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont préconisées pendant des années. Des politiques économiques déséquilibrées et irréflechies qui se fondent sur l'exportation des ressources brutes et se fient au secteur financier pour assurer la croissance économique entraînent aussi un problème économique croissant. On a presque complètement ignoré des secteurs plus productifs de l'économie, comme celui de la fabrication. L'affaiblissement des lois sur l'environnement et du Code du travail, de même que la suppression des salaires, nuisent à la croissance de la productivité puisqu'ils diminuent l'incitation aux entreprises d'investir dans des technologies plus productives et plus efficaces (moins axées sur le gaspillage). On oublie aussi fréquemment le rôle critique que jouent les investissements dans les services publics, y compris la santé, l'éducation et les infrastructures, dans la stimulation de l'investissement et de la productivité. Ce n'est pas une coïncidence si les pays nordiques, avec leur solide système d'aide social, figurent traditionnellement en tête de liste pour ce qui est des mesures relatives à la compétitivité et à la productivité en général. Le Canada continue quant à lui à descendre au classement. Plusieurs de ces pays offrent aussi l'éducation postsecondaire gratuite ou à des frais de scolarité peu élevés. On estime que 80 % des nouveaux emplois créés d'ici 2030 exigeront des compétences avancées et des études postsecondaires. L'éducation universitaire et collégiale doit être plus abordable. On ignore aussi souvent l'importance d'une bonne gouvernance et de bonnes institutions publiques qui offrent à différents secteurs de la société l'occasion de collaborer et de travailler ensemble pour réaliser des améliorations productives qui entraîneront une croissance économique durable et une prospérité commune. Pour stimuler une plus grande productivité, le gouvernement fédéral doit :

- Réduire le crédit d'impôt en R. et D. et le réserver aux dépenses relatives à la main-d'œuvre.
- Augmenter le financement des subventions directes et utiliser les achats du gouvernement fédéral comme outil pour stimuler l'innovation, et ce, en association avec d'autres politiques de soutien.
- Lancer des programmes de développement sectoriel ambitieux pour des secteurs clés de l'industrie et ainsi réunir les entreprises, la main-d'œuvre, les institutions d'enseignement et de recherche, de même que les autres ordres de gouvernement. Ceci exigera du financement pour la recherche et le développement collaboratifs, le perfectionnement des compétences et les projets d'investissement. Les principaux domaines d'intérêt devraient être la fabrication, l'efficacité énergétique et la foresterie.
- Accroître le financement de l'éducation postsecondaire de 1,7 milliard de dollars par le biais d'un nouveau transfert en espèces pour l'EPS, dirigé par les lois fédérales fondées sur les principes d'accessibilité, de gouvernance et de liberté académique. Cette mesure rétablirait le financement fédéral par étudiant à ses niveaux d'avant 1992, ce qui permettait une réduction des frais de scolarité. Pour réaliser des gains de productivité, il est aussi crucial que les travailleurs puissent partager les gains générés : cela ne s'est pas produit au cours des dernières décennies. On doit renverser les mesures du gouvernement fédéral, proposées dans les récents budgets, qui visent à saper les salaires.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Des millions de Canadiennes et de Canadiens ont été laissés pour compte durant la croissance économique de la dernière décennie; ils continuent de vivre dans la pauvreté. Il n'y a pas de remède miracle. La pauvreté est un problème à plusieurs facettes, mais dont l'atténuation peut entraîner de nombreux dividendes : améliorations importantes dans les domaines de la santé, réduction des dépenses sociales et revenus plus élevés, sans oublier de nombreux bienfaits sur le plan de la dignité humaine.

- Les peuples autochtones du Canada ne font pas seulement partie intégrante de l'identité nationale, ils constituent aussi une de nos ressources les plus sous-évaluées. Ses membres méritent beaucoup plus que les conditions épouvantables dans lesquelles ils sont forcés de vivre; on ne devrait jamais les abandonner à leur sort. Dans ce contexte, les priorités sont les suivantes : établir une nouvelle relation de financement stable et à long terme avec les Premières Nations, sans le plafond annuel de 2 % sur les augmentations de dépenses pour les services de base, investir dans le logement, l'eau et les infrastructures de transport pour les Premières Nations, et accroître l'investissement dans l'éducation des Premières Nations pour combler l'écart de 2 milliards de dollars dans le financement qui s'est creusé au cours des 15 dernières années.
- Le gouvernement fédéral devrait, dans la foulée d'un certain nombre de provinces, adopter une stratégie pour éliminer la pauvreté au Canada. Celle-ci devrait notamment comprendre des cibles et un calendrier de réduction et d'élimination de la pauvreté qui tiennent compte de tous les mécanismes fiscaux possibles pour atteindre ces cibles.
- Beaucoup trop de Canadiennes et Canadiens ont du mal se procurer des médicaments indispensables. Ceux-ci constituent un des coûts qui augmentent le plus vite pour notre système public de santé. On doit à la fois mieux contrôler le prix des médicaments et élargir la couverture de notre système d'assurance de soins médicaux afin que les médicaments indispensables soient disponibles et offerts gratuitement à toute la population canadienne. Pour ce faire, on doit résister aux demandes visant la protection accrue conférée par les brevets dans le cadre d'un accord de libre-échange avec l'Europe qui augmenteraient les coûts annuels des médicaments sur ordonnance de près de 3 milliards de dollars. Des études ont démontré qu'un programme national d'assurance-médicaments pourrait réduire le coût des médicaments sur ordonnance au Canada de près de 10 milliards par année.